

SCAN : « L'exemple doit venir d'en haut [] Personne ne respecte les biens publics [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 8 novembre 2016



Alpha Condé, président de la Guinée

Sur la citoyenneté « L'exemple doit venir d'en haut. Si les responsables politiques et économiques ont un comportement citoyen, cela rejaillira au sein du peuple afin que chacun adopte un bon comportement citoyen. Personne ne respecte les biens publics. On jette les ordures dans les rues, l'occupation sauvage des terrains [...]. Le mauvais exemple vient d'en haut. Le gouvernement va désormais s'atteler à un changement effectif commençant par les membres du gouvernement, eux-mêmes, qui doivent montrer l'exemple du civisme. Cela est valable aussi pour la classe politique.»

©[GuinéeNews](#)

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et

porte parole de l'opposition



« Il y a des personnes relevant des partis politiques et des ONG qui sont en manque de notoriété mais, qui profitent de l'opportunité pour se faire connaître en passant dans les médias. C'est de la surenchère. Il y a eu beaucoup de tintamarre au tour de cet accord politique de la part de certaines personnes mal informées ou encore mal intentionnées qui cherchent à désinformer expressément les guinéens et faire en sorte que cet accord politique ne puisse pas être mis en œuvre. Le débat va être au niveau de l'Assemblée nationale et ce sont des parties prenantes au dialogue qui s'y retrouvent. Alors, puisqu'il s'agit d'une loi organique pour amender le code électoral, on a besoin des 2/3 des députés. C'est-à-dire 76 députés. Tenez-vous bien, rien que les deux groupes parlementaires l'UFDG et le RPG-Arc-en-ciel font déjà 90 députés sans compter leurs alliés respectifs. Je pense que ceux qui se battent que cette disposition ne soit pas entérinée par l'Assemblée nationale, je ne dirais pas qu'ils prêchent dans le désert mais, c'est un combat d'arrière garde ».

© [Guinéenews](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] je souhaite que la politique aille même dans les familles [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 8 novembre 2016



Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition



« Je ne comprends pas pourquoi des leaders politiques sont opposés à ce que la politique aille dans les quartiers. En tant que leader politique, je souhaite que la politique aille même dans les familles, que la vision de la Guinée soit partagée par les membres de la famille ».

« Le vrai débat n'est pas de savoir comment on nomme ou élit les chefs de quartier et district. La question est de savoir si les quartiers et districts vont être transformés en véritables collectivités pour être dotés de programmes de développement des moyens et des compétences. Parce que pour le moment, ce n'est pas le cas. Les quartiers et districts ne sont que de simples entités administratives ». © [Vision Guinee](#)

Bah Oury, vice-président exclu de l'UFDG (parti d'opposition)



« Mouctar Diallo, le président des NFD a le droit de se porter candidat pour être le maire de Ratoma. C'est son droit le plus absolu et reconnu par le code électoral ». © [Vision Guinee](#)

Alpha Condé, président de la Guinée ✖

« Vous savez, en Guinée, notre passé est très lourd. Nous avons besoin de nous réconcilier. Avec l'opposition, nous nous sommes mis d'accord pour que la gestion du pays et les rapports politiques soient civilisés. Il est important aussi qu'on développe l'esprit civique. Parce que nous n'enseignons pas le civisme, il est important que l'esprit civique se développe pour qu'il y ait moins d'anarchie dans le pays et que les gens respectent la loi ». © [ledjely.com](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Une semaine de la citoyenneté en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 8 novembre 2016



Tops et flops de la semaine.



Khalifa Gassama Diaby le ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté à travers **l'initiative de la semaine de la citoyenneté.**



Une journaliste qui l'interrogeait en anglais Alpha Condé répond « **Moi je parle français hein (...)** » [Lien vidéo](#)

Le Gouvernement pour **l'amateurisme/affairisme dans l'organisation du Hadj 2016** où certains fidèles musulmans ne sont toujours pas en possession de leurs bagages qui seraient encore bloqués en Arabie Saoudite.

SCAN : « [] le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 8 novembre 2016



Alpha Condé président de la  Guinée lors d'une visite à Beijing en Chine.

« La Guinée est en retard premièrement à cause des comportements ethnocentriques. Deuxièmement, le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen. Troisièmement, c'est le mensonge. Les guinéens, plus le mensonge est gros, plus ils y croient »

©[Vision Guinee](#)

Ousmane Gaoual Diallo
député du parti UFDG
(parti d'opposition)
dans l'émission Œil de
lynx.



« Allez annoncer de grands contrats, marchés et que des grandes entreprises qui vont venir, c'est ce que nous faisons depuis 5 ans. A chaque fois qu'Alpha Condé sort de la Guinée,

il remporte de grands contrats, il a de l'argent, mais on ne voit rien en Guinée » ©[Vision Guinee](#)

Faya Millimono
président du Bloc
Libéral (parti
d'opposition) dans
l'émission Œil du Lynx



« Aujourd'hui, il n'y a pas une seule plateforme qui ne soit pas d'accord que ces accords politiques sont entrain d'aller vers une accentuation du viol de la loi. Lorsque les Guinéens vont signer en masse la pétition, nous parviendrons à convaincre un nombre de 40 députés. Nous avons déjà autour de 15 députés qui sont convaincus, qui vont s'opposer au vote d'une loi qui prendra le point II de ces accords ». ©[Guinée Matin](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Pression d'Ankara sur
Conakry, les écoles "La
Citadelle" rebaptisées

écrit par [GuineePolitique](#)© | 8 novembre 2016



Les écoles "La Citadelle" ouvertes en 2003 en Guinée ✖ étaient soupçonnées d'appartenir au prédicateur turc l'Imam Fethullah Gülen, exilé aux USA, accusé par le gouvernement turc d'être le commanditaire du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. La décision des autorités guinéennes de fermer ces écoles serait motivée par une injonction d'Ankara.

Dans le but de trouver un compromis, une mission turque a été reçue ce jeudi 13 octobre 2016, par le ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation Ibrahima Kourouma.

Le lundi 24 octobre, les cours ont repris au complexe scolaire « La Citadelle » rebaptisées « Les écoles Maarif turco-guinéennes » du nom d'une fondation turque, a expliqué à BBC Afrique son nouveau directeur, Mahamed Targal. Les écoles du groupe "Maarif" sont administrées par un nouveau personnel envoyé par le gouvernement turc

Illustration de la purge

En Afrique, la Turquie livre une guerre totale à Gülen, notamment dans les écoles

La confrérie Gülen "ne cherche pas seulement à prendre le pouvoir en Turquie mais essaie aussi d'atteindre l'Afrique", a averti le président turc Erdogan, mais s'il a décimé les écoles de son ennemi juré dans son pays, il aura plus de mal à les faire fermer en Afrique.

Dès l'échec du putsch du 15 juillet, Recep Tayyip Erdogan a lancé une guerre totale contre Fethullah Gülen, et notamment contre toutes les écoles et universités du prédicateur exilé accusé du coup de force. En Turquie et dans le monde, puisque le réseau a tissé sa toile dans 120 pays.

Peu présent en Afrique du Nord, Gülen est bien implanté depuis 1996 avec une centaine d'écoles dans environ 40 pays d'Afrique sub-saharienne, où elles forment des "bêtes à concours" dans un continent où seuls 20% des élèves parviennent à intégrer l'université.

Elles sont chères et réservées aux enfants des élites, hormis les boursiers. Aux Etats-Unis, où est exilé M. Gülen, elles attirent une population d'immigrés.

Mais aujourd'hui, la diplomatie turque exerce d'intenses pressions en Afrique pour faire fermer toutes les écoles et universités de Gülen.

Et si la Turquie se heurte à une fin de non-recevoir de nombreux pays, elle peut faire plier de petits Etats exposés aux sanctions et sensibles aux promesses d'aide.

– 'Absurde' –

Au Nigeria, l'ambassadeur turc Hakan Cakil a requis formellement auprès du gouvernement la fermeture de ses 17 écoles et université, situées notamment à Lagos, Kano, Kaduna et Abuja, invoquant "la sécurité nationale de la Turquie". Ces écoles, implantées depuis 18 ans, accueillent 4.250 jeunes.

Abuja a décliné, rappelant que le Nigeria était un "Etat souverain". Elles "figurent parmi les écoles les plus prestigieuses du pays, et avec un coût de 12.000 dollars par an (environ 10.000 euros), s'adressent aux très riches", explique Gabrielle Angey, doctorante au Centre d'Etudes turques CETOBaC, à Paris.

Ces établissements “ne sont pas liés au gouvernement”, et Abuja “ne comprend pas le sens de cette demande”, déclare à l’AFP Cemal Yigit, un Turc du Hizmet, le mouvement de Gülen, fondateur du Nigerian Turkish International Colleges (NTIC).

“Les gens ne peuvent voir aucun lien entre ces écoles et la tentative de putsch en Turquie. C’est absurde”.

Au Kenya, les six écoles de la confrérie sont gérées par la Fondation Omeriye et sont restées ouvertes malgré les pressions.

Ce n’est pas le cas en Somalie où à Mogadiscio, dès le lendemain du coup d’Etat raté, deux écoles de la Nile Academy ont été fermées.

La Somalie, qui a bénéficié largement de l’aide turque, sous forme de soutien diplomatique, militaire, d’aide au développement et constructions – comme l’aéroport de Mogadiscio, inauguré par M. Erdogan en personne – est bien plus exposée aux pressions.

L’Afrique du Sud compte neuf écoles Gülen, dans la plupart des grandes villes, qui font partie des meilleurs établissements du pays, comme le lycée Horizon de Johannesburg, numéro un national en mathématiques.

“Elles sont surtout connues pour avoir d’excellents résultats au bac et particulièrement en sciences”, souligne Ayhan Cetin, président du Turquoise Harmony Institute de Johannesburg, un centre culturel turc inspiré – mais pas financé – par Gülen.

“Il n’y a pas de raison que ces écoles ferment: l’Afrique du Sud est une démocratie et ce sont des écoles sud-africaines”, ajoute M. Cetin.

– ‘Pas d’éducation religieuse’ –

“De fait le gouvernement turc n’a aucun pouvoir direct de fermeture de ces écoles”, de droit privé placées sous la

tutelle des ministères de l'Education des pays concernés, affirme Gabrielle Angey.

La présence turque en Afrique, insignifiante au début des années 2000, s'y est ancrée solidement grâce au réseau d'écoles de Gülen et à la confédération patronale turque Tuskon – ouvertement guléniste.

L'enseignement des écoles Gülen est tourné vers les matières scientifiques, les nouvelles technologies, l'économie, l'international, et dispensé le plus souvent en anglais, même dans des pays francophones comme le Sénégal (huit écoles).

“Les enseignants turcs appartiennent vraiment au réseau gülen, ce sont des religieux engagés depuis longtemps” dans la confrérie, dit la chercheuse.

Mais “la dimension religieuse apparaît si peu que beaucoup d'étudiants ne comprennent même pas que leur école appartient au mouvement”.

“Il n'y a pas de cours d'éducation religieuse”, relève Mme Angey – à part au Sénégal où ils sont obligatoires. Il s'agit “d'amener les élèves vers des questions spirituelles mieux que ne le ferait du prosélytisme”.

Ainsi les écoles africaines de Gülen sont pluralistes: elles accueillent aussi des élèves chrétiens – jusqu'à 45% au Nigeria.

Le débouché naturel pour ces élèves africains était souvent les universités en Turquie, ouvertement gulénistes et religieuses, comme Fatih à Istanbul.

Jusqu'au coup d'Etat raté.

Dialogue politique inter-guinéens : les débats sont relancés

écrit par GuineePolitique© | 8 novembre 2016



Après la cérémonie d'ouverture, Aboubacar Sylla, porte parole de l'opposition a justifié les raisons de la participation de l'opposition républicaine à la présente

session du dialogue.

Le tête-à-tête Alpha-Cellou aura-t-il pesé dans la balance ? «Non au contraire, c'est parce que nous sommes sortis de ce climat de confrontation de la mouvance et l'opposition. On s'est dit que c'est le moment le mieux indiqué, pour discuter tranquillement autour d'une table... ». Pour le ministre Bouréma Condé « le cadre de dialogue inclusif demeure l'espace approprié pour débattre de toutes les questions préjudicielles, afin de nous permettre de formuler des approches ou stratégies de réponses consensuelles devant mener

à l'adhésion et à la compréhension commune ».

[Informations retranscrites par Mame Diallo de Guineenews \(Tous droits réservés\)](#)

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

Tullow se retire, Hyperdynamics SCS signe sa survie en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 8 novembre 2016



**Signature entre la société
Hyperdynamics SCS et la Guinée pour
un 2^{ème} avenant du contrat de partage
d'hydrocarbures**



La Direction Générale de l'Office National des Pétroles (ONAP) annonce que Monsieur Diakaria Koulibaly, Directeur Général de l'Office National des Pétroles de la République de Guinée et Monsieur Ray Léonard , Président -Directeur Général de Hyperdynamics Corporation ont signé ce Vendredi 19 Août 2016 un protocole d'entente (PE) concernant les modalités d'une extension d'un (01) an non renouvelable du contrat de partage de production d'hydrocarbures telle qu'amendée (le CPP) jusqu'au 22 Septembre 2017.

Cette entente fait suite au retrait des partenaires Dana Petroleum et Tullow oil du consortium et à la volonté exprimée par la compagnie SCS Hyperdynamic Corporation de poursuivre le partenariat avec la Guinée dans le domaine de la recherche et de la promotion pétrolière.

Hyperdynamics et l'Autorité Guinéenne conviennent que ce Protocole d'entente n'est pas un document juridiquement contraignant et se sont engagées à négocier par accord mutuel des documents conventionnels pour la période d'extension, au plus tard le 1er septembre 2016, incluant les conditionnalités ci-après :

- Hyperdynamics sera l'Opérateur et détiendra un intérêt de 100 % dans la Concession de Guinée.
- Le Gouvernement de Guinée accordera une extension d'un an pour la période d'Exploration actuelle, jusqu'au 22 septembre 2017.
- Hyperdynamics retiendra une superficie déterminée par accord mutuel équivalente à 23 % de la superficie

actuelle de la Concession, rétrocédera la superficie restante dans des conditions de forme géométrique simple tel que prévue par le code pétrolier et s'engagera à forer un (1) puits d'exploration au large des côtes de Guinée, avec une date de commencement des travaux de forage prévue en avril 2017 pour une durée estimée de 42 jours.

- Si le puits n'est pas foré au cours de cette période d'extension d'un (1) an, Hyperdynamics sera redevable envers le Gouvernement de Guinée de la totalité ou du reliquat du budget du forage estimé à Quarante Six Millions de Dollars Américains (USD 46 000 000).
- Hyperdynamics a réaffirmé qu'en raison du retrait du CPP de Tullow et de Dana, le 15 août 2016, la société est obligée de payer toute partie non utilisée du programme de formation en vertu de l'Article 10.3 du CPP, estimée à USD 500 000, et convient de l'administrer conjointement avec l'Office National des Pétroles de Guinée.
- Le coût global de récupération concernera exclusivement les dépenses effectuées par Hyperdynamics depuis 2009 dans le cadre de la mise œuvre du CPP.

L'Office National des Pétroles (ONAP) et la compagnie SCS Hyperdynamics Corporation se réjouissent de la signature du présent protocole et s'engagent de travailler en synergie pour une meilleure réussite de ce projet dans l'intérêt majeur des parties.

Source : Cellule de Communication du Gouvernement

Rappel

Depuis 2007, la Guinée exige la révision de la convention de partage d'hydrocarbures qu'elle a signée avec Hyperdynamics, estimant ses intérêts lésés. Une commission interministérielle chargée de réviser le contrat avait jugé « inconcevable »

l'octroi de toute la superficie offshore du pays à une seule société. Elle avait, par ailleurs, indiqué dans son rapport que le recouvrement des coûts pétroliers et le partage de la production, prévus à l'article 1.7, était inacceptable.

Cette disposition prévoyait 10% de royalties à payer au Gouvernement et une part maximale de 75% de la production était donnée à l'entrepreneur au motif de récupérer les dépenses pétrolières.

Selon des informations rapportées par l'agence *Reuters* en mars 2014, la Guinée s'est engagée à examiner les droits accordés à la société américaine Hyperdynamics, qui détient 37 % sur un ensemble de permis couvrant 25 000 kilomètres au large du pays d'Afrique de l'Ouest – le seul d'ailleurs dans lequel cette entreprise est active.

Selon la même source, Hyperdynamics, qui compte parmi ses partenaires en Guinée le britannique Tullow Oil, est sous le coup d'une enquête du ministère de la Justice américain (Department of Justice) et de la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de la Bourse de New-York, à propos des conditions d'obtention et du maintien de sa concession en Guinée.

Dans un courrier en date du 15 août 2016 et présenté aux officiels guinéens lors de la réunion du pacte des actionnaires qui a eu lieu à Conakry le 17 août dernier, la britannique Tullow (détenant 40% des actions) s'est retirée du consortium composé de l'américaine Hyperdynamics et de la sud coréenne Dana Petroleum pour l'exploitation de l'offshore guinéen sur une superficie de 18750 kilomètres carrés au large de la côte africaine.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com